

AVERTISSEMENT : Ces extraits de lectures sont destinés à attirer l'attention sur des ouvrages que nous avons remarqués. Ils tentent de donner un fil conducteur parmi ceux proposés par l'auteur. Nous indiquons, soit en changeant de paragraphe, soit par l'indication (...) le fait d'avoir omis un passage, court ou long. Bien évidemment, nous incitons le lecteur à retrouver le texte intégral et acquérir l'ouvrage, ne serait-ce que par esprit de solidarité ou de soutien.

Gérard Mauger
Les classes sociales en France
Repères 837, La Découverte 2024
120 pages, 11 €

Introduction / La fin des classes sociales ?	page	2
1 / Les théories des classes sociales		3
2 / Classements savants, classements ordinaires, classements d'Etat		5
3/ La bourgeoisie		8
4/ La petite bourgeoisie		14
5: Les classes populaires		16
Conclusion / Rapports de classes		23
Tableau : groupes et catégories socioprofessionnelles des personnes en emploi en 2020 (source Insee)	page	7
Encadrés :		
Alain Minc		10
Le Siècle		12
LVMH		13
La division "sexuée" du travail		15
Face aux Gilets jaunes		23
Bibliographie		25

L'ébauche proposée ici d'un tableau des classes sociales se situe à l'échelle de l'Hexagone et s'efforce de montrer ce que la morphologie actuelle de chacune de ses composantes et leurs rapports doivent aux transformations des cinquante dernières années. Située dans l'espace et dans le temps, elle est également datée dans la mesure où le cadre théorique utilisé n'a cessé d'évoluer de Karl Marx à Pierre Bourdieu et reste évidemment susceptible de nouvelles inflexions.

La thèse de l'extinction des classes sociales a rencontré un ensemble de phénomènes qui permettent de comprendre l'écho qu'elle a pu trouver : les transformations de la morphologie sociale associées à la "mondialisation", et, en particulier, le déclin du prolétariat industriel et la fois délocalisé et précarisé, l'effondrement du "socialisme réel" et l'annonce de la "fin de l'histoire", le déclin du marxisme dans le champ intellectuel et, en France, l'écroulement du "parti de la classe ouvrière" (le PCF) dans le champ politique, l'affaiblissement du syndicalisme, l'offensive idéologique et politique "néolibérale", le "crépuscule des CSP" dans les classements étatiques, l'emprise croissante de l'individualisme méritocratique et de l'intérêt accordé à des clivages - de "genre" ou de "race" - qui traversent ces classes sociales.

Les "nouveaux mouvements sociaux" post-soixante-huitards au cours des deux dernières décennies, ouvrant de "nouveaux fronts" par rapport au conflit bourgeoisie/prolétariat de la vulgate marxiste - hommes/femmes, hétérosexuels/homosexuels, Français/immigrés, jeunes/vieux, etc. - ont tracé de nouvelles frontières de "genre", d'orientation sexuelle, d'"origine", d'âge, etc. au sein des classes sociales.

Si l'existence d'une classe moyenne ("ni bourgeoise, ni prolétaire") va de soi, si l'individuation est une évidence, si l'individualisation progresse et si les discriminations sexistes, raciales, etc. justifient les clivages sociaux correspondants, l'accent mis sur telle ou telle de ces transformations sociales contribue *de facto* au brouillage, sinon à l'occultation des classes sociales. (...) Or cet effacement des classes sociales méconnaît la croissance des inégalités et la mobilisation (inégaie) de classes sociales identifiables "sur le papier".

Les classes populaires et moyennes des pays riches ont été oubliées par la croissance mondiale dont ont fortement bénéficié les pays pauvres et émergents et surtout les classes riches des pays riches. Ainsi, au cours de la période 1980-2016, les 1% les plus riches du monde ont capté 27% de la croissance mondiale du revenu, contre 13% pour les 50% les plus pauvres. Depuis la parution du *best-seller* planétaire de Piketty (2013), la question de la répartition des richesses focalise les débats sur le décrochage des plus hautes rémunérations et, plus encore, sur la concentration extrême des patrimoines qui a permis le "retour des rentiers".

A l'échelle européenne, (...) les bourgeoisies de l'Europe du Nord et de l'Ouest dominant l'ensemble de l'Europe et (...) les classes populaires des pays de l'Est et du Sud occupent les positions les plus basses de l'espace social européen marquées par une grande pauvreté : d'où le *dumping* social entre les classes populaires de l'Est et du Sud et celles du

Nord et de l'Ouest (délocalisation, travail détaché). A l'échelle de l'Hexagone, Alain Bihl et Roland Pfefferkorn (2021) ont mis en évidence, le retournement, depuis la fin du 20^e siècle, de la tendance à la réduction des inégalités entre catégories sociales et montré comment ces inégalités cumulent leurs effets et tendent à se reproduire d'une génération à la suivante.

Nicolas Duvoux (2017) montre que, en 2012, 50% des ménages détenaient 5% du patrimoine, 40% en possédaient 40% et 10%, 55%. Parallèlement, la pauvreté s'étend. En ce qui concerne la distribution du capital scolaire, si le taux de bacheliers dépasse désormais 80% d'une génération, encore faut-il préciser de quel bac il s'agit : en 2023, il s'agit du "bac général" pour 54,36% de l'effectif, du "bac technologique" pour 20,23% et du "bac professionnel" pour 25,41%.

Sept enfants de cadres sur dix exercent un emploi d'encadrement quelques années après la fin de leurs études et (...), "à l'inverse, sept enfants d'ouvriers sur dix demeurent cantonnés à des emplois d'exécution". (...) Comme le montrent un ensemble d'enquêtes encadrées par Bernard Lahire (2019) (...), "les enfants vivent au même moment dans la même société, mais pas dans le même monde".

Mais la bourgeoisie apparaît également comme une classe mobilisée. "S'il existe encore une classe, c'est bien la bourgeoisie, ces familles possédantes qui parviennent à se maintenir au sommet de la société où elles se trouvent parfois depuis plusieurs générations", écrivent Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot (2016). De même, Warren Buffett, l'un des hommes les plus riches du monde, affirmait au début du siècle : "Il y a une guerre des classes, c'est un fait, mais c'est ma classe, la classe des riches, qui mène cette guerre et nous sommes en train de la gagner" (interview CNN, 225 mai 2005, cité in New York Times, 26 novembre 2006).

En outre, contrairement à une croyance répandue, les classes populaires (ouvriers et employé(e)s représentent toujours à peu près la moitié de la population active. Leur situation sociale reste stable : aujourd'hui comme il y a vingt ans, un ouvrier ou une employée gagnent 2,5 à 3 fois moins qu'un cadre. (...) Et le mouvement des "Gilets jaunes" en 2018-2019 ou le mouvement syndical de longue durée de 2023 contre la réforme des retraites ont rappelé récemment que les classes populaires restent susceptibles de se mobiliser.

1 / Les théories des classes sociales

"Il y a une lutte entre spécialistes des sciences sociales à propos de la lutte des classes" et tout porte à croire qu'elle n'est pas près de s'éteindre.

La conception marxiste des classes sociales

"En ce qui me concerne, écrivait (Marx) Joseph Weydemeyer, ce n'est pas à moi que revient le mérite d'avoir découvert l'existence des classes dans la société moderne, pas plus que la lutte qu'elles s'y livrent. Des historiens bourgeois avaient exposé bien avant moi l'évolution historique de cette lutte des classes et des économistes bourgeois en avaient

décrit l'anatomie économique." François Guizot et Adolphe Thiers, par exemple, voyaient dans la Révolution française l'issue de la lutte menée par la bourgeoisie contre l'aristocratie.

Dans *Travail salarié et capital*, Marx expose "les rapports économiques qui constituent la base matérielle des luttes de classes". L'opposition entre exploités et exploités a pour ressort la différence de position sur le marché entre les acheteurs et les vendeurs de la force de travail, les propriétaires et les non-propriétaires des moyens de production. Le capital, selon Marx, est un rapport social : sa reproduction et son accumulation sont subordonnées au rapport qu'il implique ("l'exploitation capitaliste") avec ceux qui ne possèdent rien en dehors de leur force de travail et sont donc contraints, pour survivre, de la vendre aux détenteurs du capital.

Dans *L'Idéologie allemande*, Marx déclare que "les individus ne forment une classe que dans la mesure où ils sont engagés dans un combat contre les autres classes". (...) Dans *Le manifeste communiste*, "l'histoire de toute société jusqu'à nos jours, c'est l'histoire de la lutte des classes". Chaque mode de production - esclavage, féodalisme, capitalisme - engendre des oppositions de classes spécifiques : "maîtres et esclaves, seigneurs et serfs, bourgeois et prolétaires". Dans *L'Idéologie allemande*, Marx et Engels conservent la distinction entre ordre (*Stand*) et classe (*Klasse*) pour tracer une ligne de démarcation entre la société capitaliste et les sociétés précapitalistes.

Le Livre 3 du *Capital* désigne trois classes sociales : les salariés, les capitalistes et les propriétaires fonciers. Mais à une société concrète correspondent plusieurs modes de production inégalement développés et transformés par le capitalisme dominant. Ainsi, dans *Les luttes de classes en France*, Marx dénombre sept classes sociales (aux précédentes s'ajoutent la petite-bourgeoisie, les banquiers, les boutiquiers et le sous-prolétariat). Dans *Révolution et contre-révolution en Europe*, Marx, ajoutant la noblesse féodale et distinguant ouvriers agricoles et ouvriers de l'industrie, en compte huit. Il distingue également des fractions de classe (comme "l'aristocratie ouvrière" ou le *Lumpenproletariat*) et considère que le développement du capital financier et de l'Etat implique l'autonomisation des fonctions intellectuelles de gestion, d'administration et de service public.

La conception weberienne des classes sociales

Weber (...) définit quatre classes sociales : la "classe ouvrière" (sans biens matériels ni pouvoir dans l'organisation de la production), la "petite bourgeoisie" (dont les membres n'appartiennent ni aux classes de possédants ni à la classe ouvrière), les "intellectuels et spécialistes sans biens" et les "classes des possédants" (membres des classes de possession et de production privilégiées). Cette analyse des classes est complétée par celle des "groupes de statuts" définis par un "privilège positif ou négatif de considération sociale, fondé sur le mode de vie, le type d'instruction, le prestige de la naissance ou le prestige de la profession.

Les frontières de classes selon Goblot

Edmond Goblot déplace le regard porté sur les classes sociales de leur dimension économique vers leurs dimensions culturelle et symbolique. Plus précisément, l'attention qu'il accorde à la fois aux usages, aux manières, au style de vie et à l'éducation familiale et scolaire le conduit à mettre en évidence le tracé de frontières entre classes sociales.

Les "nouvelles classes moyennes" de Wright et les "microclasses" de Grusky

Dans un souci de "réalisme pragmatique", Erik Olin Wright s'est efforcé d'intégrer la tradition marxiste, l'approche wébérienne et les théories de la stratification sociale en les confrontant aux données empiriques disponibles. (...) A l'encontre de la polarisation supposée entre bourgeoisie et prolétariat, il tente de rendre compte de l'émergence et de la généralisation d'emplois professionnels et techniques hiérarchisés (...) positions situées entre les capitalistes et les travailleurs. (...) Salariés subordonnés au capital, "administrateurs" et "superviseurs" bénéficient d'une délégation de pouvoir dans l'organisation de la production qui leur permet d'accaparer une part significative du surtravail : elle représente une "rente de loyauté".

Gérard Duménil et Dominique Lévy considèrent que, dans le cadre du "capitalisme managérial", les cadres des entreprises et des administrations sont deux fractions d'une même classe (dotée des mêmes diplômes, dont les carrières se croisent et les styles de vie sont proches) qui, avec la croissance des patrimoines, n'est plus "moyenne", mais en concurrence avec celle des capitalistes.

Les classes sociales selon Bourdieu

Selon Bourdieu, "si nous parlons de classe, c'est grâce essentiellement à Marx", mais sa théorie de l'espace social comporte au moins deux ruptures et une inflexion par rapport à la théorie marxiste. La rupture avec l'"économisme" marxiste est double. D'une part, la conception du capital économique est distincte de sa conception marxiste : "Ce qui définit le capital comme capital pour Bourdieu, ce n'est pas sa nature de travail accumulé, mais son appropriation exclusive et son investissement comme arme et enjeu dans un champ", relève Mathieu Hikaru Desan. (...) Mais cette conception l'interdit en rien d'envisager le rapport capital/travail comme exploitation d'une classe par une autre dont l'intensité dépend de la structure du champ économique.

D'autre part, la construction de l'espace social rompt avec le caractère unidimensionnel de la théorie marxiste des classes sociales où les rapports de production économique définissent les coordonnées de la position sociale. Dans la perspective de Bourdieu, l'espace social est un espace à plusieurs dimensions, dont la structure est définie par la distribution des différentes espèces de capital (économique, culturel, social), susceptibles d'être converties en capital symbolique. (...) la position d'un agent dans l'espace social dépend donc non seulement du capital économique détenu, mais aussi de son capital culturel (sous la forme institutionnalisée du titre scolaire).

S'il est vrai que c'est la classe qui fait le porte-parole, il est non moins vrai que le porte-parole fait la classe, en élaborant un programme qui est la condition de la mobilisation collective autour de problèmes communs et des actions que la classe mobilisée peut entreprendre pour transformer le monde social conformément à ses intérêts.

Dans la société française des années 1970, le "sens de la distinction" est associé à la bourgeoisie, l'"bonne volonté culturelle" à la petite bourgeoisie et le "choix du nécessaire" aux classes populaires. "Tout habitus de classe se démarque d'un autre non seulement pas des goûts et des aversions, mais aussi par un sens du possible et un sens des limites".

Bernard Zarca (1999) a montré, par exemple, que cette "intelligence du social" (socialement différenciée) "se construit en même temps que l'enfant forge sa propre identité sociale et qu'il apprend à se situer lui-même et à évaluer ses chances d'occuper telle ou telle position dans l'espace social". Les formes de l'appréhension de l'ordre social par les enfants, les moyens dont ils disposent et les critères qu'ils privilégient, ont montré la valeur paradigmatique de figures saillantes (comme celle de la femme de ménage) et la mise à distance de métiers-repoussoirs (d'autant plus nécessaire qu'ils sont proches).

42% des femmes en couple sont en situation d'hypergamie ((ont un conjoint de niveau social plus élevé qu'elle)) (Insee, France, portrait social 2023) : la position sociale d'une employée mariée à un cadre (31,8% des cas) diffère évidemment de celle d'une employée mariée à un ouvrier (43,3% des cas).

Le classement des ménages permet, à l'inverse, de les hiérarchiser selon l'homogamie sociale et la mono- ou bi-activité. La PCS "ménage", qui classe l'ensemble des ménages en sept groupes et seize sous-groupes, définit une nouvelle nomenclature qui combine les informations sur la composition du ménage et sur la situation socioprofessionnelle de ses membres. Dans ce classement des ménages, les couples hétérogames contribuent au flou des frontières entre les classes qui les traversent logiquement, sinon sociologiquement.

L'espace social local dont chacun fait l'expérience pratique s'écarte d'un modèle réduit de l'espace social national (et *a fortiori* mondial) : "La classe supérieure d'une petite ville présente la plupart des caractéristiques des classes moyennes d'une grande ville", notait ainsi Bourdieu. De sorte que, "sauf exception, les membres des classes populaires "n'ont pas idée" de ce que peut être le système des besoins des classes privilégiées, ni davantage de leurs ressources dont ils ont aussi une connaissance très arbitraire et sans correspondance aucune avec le réel". La remarque vaut d'ailleurs pour les ressortissants de la classe dominante dont la vision des classes populaires ne s'étend pas toujours au-delà de leur environnement immédiat.

En France, parallèlement aux restructurations industrielles qui ont détruit le noyau dur de la classe ouvrière, l'essor des services, du commerce et de la banque a développé des métiers subalternes très majoritairement féminins, avec une forte présence d'immigrées.

Les classes sociales ne sont ni fermées comme les castes (des brahmanes aux intouchables en Inde), ni délimitées par le droit comme les ordres (la noblesse, le clergé et le tiers Etat de l'Ancien Régime). Les enquêtes de mobilité sociale mettent en évidence une circulation 'limitée) des individus d'une classe sociale à l'autre : "migrants de classe", parvenus et déclassés, dont le halo contribue au brouillage des frontières entre les classes, même si les classes sociales, "en droit, ouvertes à tous", sont, en fait, "à demi fermées".

Ce tableau ((page7)) reprend à son compte, en l'aménageant, la distinction usuelle entre "bourgeoisie", "petite bourgeoisie" et "classes populaires". Elle s'ajuste approximativement aux PCS de l'Insee.

- Les classes populaires regroupent les PCS 5 et 6 (employé(e)s et ouvriers)

Tableau 1. Groupes et catégories socioprofessionnelles des personnes en emploi en 2020

	Effectifs (en milliers)		
	Femmes	Hommes	Ensemble
1. Agriculteurs exploitants	96,4	271,6	368,0
2. Artisans, commerçants, chefs d'entreprise	556,6	1 279,4	1 836,0
Artisans	211,5	679,5	891,0
Commerçants et assimilés	310,7	467,2	778,0
Chefs d'entreprise de plus de dix personnes	34,3	132,7	167,0
3. Cadres et professions intellectuelles supérieures	2 341,7	3 157,0	5 498,6
Professions libérales	265,5	299,3	564,8
Cadres de la fonction publique	251,9	261,5	513,4
Professeurs et professions scientifiques	488,6	378,5	867,2
Professions de l'information, de l'art et des spectacles	139,6	167,0	306,5
Cadres administratifs et commerciaux	794,9	778,1	1 573,0
Cadres techniques d'entreprise	401,2	1 272,5	1 673,7
4. Professions intermédiaires	3 796,4	3 228,8	7 025,2
Professions de l'enseignement primaire et professionnel	667,5	330,0	997,5
Intermédiaires de la santé et du social	1 292,9	368,5	1 661,3
Religieux	2,3	8,1	10,4
Intermédiaires de la fonction publique	313,1	184,6	497,7
Intermédiaires des entreprises	1 228,3	783,2	2 011,6
Techniciens	198,3	1 066,9	1 265,2
Agents de maîtrise de production	94,1	487,4	581,5
5. Employés	5 230,1	1 736,7	6 966,9
Dont Employés qualifiés	2 720,7	925,8	3 646,5
Dont Employés peu qualifiés	2 509,5	810,9	3 320,4
Employés de la fonction publique	1 857,9	456,3	2 314,2
Policiers, militaires et agents de sécurité civile et privée	71,1	416,9	488,0
Employés administratifs d'entreprise	1 109,6	260,4	1 370,0
Employés de commerce	799,7	342,2	1 141,9
Employés des services aux particuliers	1 391,9	260,9	1 652,8

	Effectifs (en milliers)		
	Femmes	Hommes	Ensemble
6. Ouvriers	1 031,2	4 155,3	5 186,5
Dont Ouvriers qualifiés	450,4	2 975,6	3 426,0
Dont Ouvriers peu qualifiés	580,8	1 179,7	1 760,5
Ouvriers qualifiés de type industriel	169,0	863,0	1 032,0
Ouvriers qualifiés de type artisanal	154,7	1 120,2	1 274,9
Conducteurs du transport	56,7	597,2	653,9
Conducteurs d'engins et magasiniers	70,0	395,3	465,3
Ouvriers peu qualifiés de type industriel	265,2	601,7	867,0
Ouvriers peu qualifiés de type artisanal	255,4	422,8	678,3
Ouvriers agricoles	60,2	155,1	215,3
Non renseigné	57,6	56,6	114,2
Ensemble	13 110,0	13 885,3	26 995,3

Lecture : en 2020, 5 499 000 personnes en emploi (soit 5,499 millions) sont cadres.

Champ : France hors Mayotte, personnes vivant en logement ordinaire, en emploi au sens du Bureau international du travail.

Source : Insee, enquête Emploi 2020.

- Dans la petite bourgeoisie, on peut inclure, outre la PCS 4 (professions intermédiaires) la frange inférieure de la PCS 3 (cadres techniques d'entreprise) et les travailleurs "indépendants" (hors professions libérales), soit une partie de la PCS 2 (artisans et commerçants) et une partie de la PCS 1 (petits agriculteurs exploitants).
- Quant à la bourgeoisie, on peut y inclure les chefs d'entreprise de plus de dix personnes de la PCS 2, la frange supérieure des agriculteurs exploitants et l'essentiel de la PCS 3 (cadres et professions intellectuelles supérieures)

La bourgeoisie disparaît, en effet, dans la grille de l'Insee : "Ce qui est regroupé sous le chef "patrons de l'industrie et du commerce", ce sont essentiellement les petits artisans, les petits commerçants, auxquels s'ajoutent, sous la subdivision "gros commerçants" et "gros industriels", les propriétaires du capital marchand et industriel qui exercent en personne les fonctions de direction. Disparaissent : les bourgeois propriétaires d'un gros portefeuille, les P-DG ou, tout simplement, ceux qui assurent leur existence à la fois par l'exercice d'une profession quelconque et par la détention de valeurs mobilières".

3 / La bourgeoisie

Michel Pinçon et Monique Pinçon-Charlot esquisaient, dans l'introduction de leur *Sociologie de la bourgeoisie* (2016) un inventaire "apparemment composite" des personnages de cette classe : la noblesse fortunée y coexistait avec les grandes familles bourgeoises, des industriels, des hommes d'affaires, des banquiers, de vieille souche ou de récente extraction, y voisinaient avec des exploitants agricoles, des hauts fonctionnaires, des membres de l'Institut, des généraux.

S'il existe encore une classe, c'est bien la bourgeoisie, ces familles possédantes qui parviennent à sa maintenir au sommet de la société où elles se trouvent depuis plusieurs générations", écrivaient Pinçon et Pinçon-Charlot. Et ils précisait : "La bourgeoisie est à peu près la seule classe au début du 21^e siècle à exister encore réellement en tant que classe, c'est-à-dire en ayant conscience de ses limites et de ses intérêts collectifs. Aucun groupe social ne présente à ce degré, unité, conscience de soi et mobilisation".

Dans le cadre de la conception marxiste, le mode de production capitaliste oppose les bourgeois, propriétaires des moyens de production, aux prolétaires, détenteurs de leur seule force de travail. Au sein de la bourgeoisie ainsi définie, Marx distingue les banquiers (le capital-argent qui définit la "noblesse de la classe bourgeoisie", selon Stendhal), les capitalistes industriels (le capital productif) et les commerçants (le capital-marchandise). Dans cette perspective, la domination politique et idéologique est une conséquence de la domination économique de la classe qui détient les moyens de production.

Dans les termes du *Manifeste communiste*, "le pouvoir d'Etat moderne n'est qu'un comité qui gère les affaires communes de la classe bourgeoisie" (Marx) : la bureaucratie étatique se trouve ainsi enrôlée dans les rangs de la bourgeoisie. De même, dans *L'Idéologie allemande* (Marx), la bourgeoisie exerce son emprise sur les "moyens de la production intellectuelle" : les producteurs intellectuels sont ainsi associés aux détenteurs des moyens

de production matérielle. Dans les théories de la stratification sociale, plus ou moins inspirées de Weber, les classes sont ordonnées selon diverses dimensions : le niveau de revenu, le niveau d'instruction, l'inégalité de pouvoir, les écarts de prestige, etc. La hiérarchie sociale comporte alors un ou plusieurs "sommets" : l'"élite" ou les "élites".

Dans le cadre de l'espace social construit par Bourdieu, la classe dominante qui détient les volumes les plus élevés des différentes espèces de capital (économique, scolaire, social, symbolique) occupe le "haut" de cet espace. (...) Aux fractions les plus riches en capital économique et les moins riches (relativement) en capital culturel, s'opposent les fractions les plus riches en capital culturel et les moins riches (relativement) en capital économique. Sous sa forme paradigmatique, ce conflit oppose les patrons aux artistes.

L'ancienneté plus ou moins grande dans la classe dominante oppose également les "parvenus" aux "héritiers" : aux écarts entre ces "modes de génération" distincts correspond l'opposition entre la "vieille bourgeoisie d'affaires" et une "nouvelle bourgeoisie, à l'avant-garde de la transformation des dispositions éthiques et de la vision du monde" (Bourdieu, 1979).

Dans *La Distinction*, Bourdieu (1979) introduit ainsi la notion de "champ de la classe dominante" et celle (à peu près superposable) de "champ du pouvoir". Si la possession d'un patrimoine élevé de différentes espèces de capital définit l'appartenance à la classe dominante, elle permet également d'occuper une position dominante dans tel ou tel champ (du champ économique au champ artistique) et, de ce fait, dans le "champ du pouvoir". Le champ du pouvoir est un "champ de forces défini dans sa structure par l'état du rapport de force entre des formes de pouvoir, ou des espèces de capital différentes. Il est aussi, inséparablement, un champ de luttes pour le pouvoir entre détenteurs de pouvoirs différents, un espace de jeu où des agents et des institutions ayant en commun de posséder une quantité de capital spécifique (économique ou culturel notamment) suffisante pour occuper des positions dominantes au sein de leurs champs respectifs s'affrontent dans des stratégies destinées à conserver ou à transformer ce rapport de force".

Il faut distinguer "possession du capital" et "possession d'un capital conférant un pouvoir sur le capital". Ainsi, dans le champ économique, le pouvoir des "actionnaires de contrôle" s'exerce sur les "petits porteurs". De même, dans le champ de production culturelle, les "détenteurs de capital culturel" sont confrontés aux "détenteurs de pouvoir sur le capital culturel" (éditeurs, critiques, journalistes ou producteurs consacrés dotés d'un pouvoir de consécration). (...) dans cette perspective, la bourgeoisie peut être décrite comme l'ensemble des agents qui occupent les positions de pouvoir sur le capital, donc sur le fonctionnement des différents champs.

La division sexuée du travail de domination

Longtemps mises "hors jeu" ("hors champ") et confinées dans la "sphère privée", les femmes, au sein de la bourgeoisie, étaient vouées au statut social d'"objet d'échange et d'alliance" (*via* le marché matrimonial) et contribuaient ainsi à la reproduction du capital symbolique et du capital social des hommes. "Symboles dans lesquels s'affirme et s'exhibe le capital symbolique du groupe domestique", elles l'expriment dans tout ce qui concourt à leur allure (vêtements, cosmétiques, maintien, etc.). "Inclinées à se traiter elles-mêmes comme

des objets esthétiques", elles ont également la charge des apparences sociales des membres de l'unité domestique, des décors de la vie quotidienne, de la vie rituelle et cérémonielle de la famille. Ce faisant, elles contribuent à la conversion du capital économique en capital symbolique.

La transmission du capital économique reste un privilège masculin. Dans la fraction dominante de la bourgeoisie, "la richesse est masculine : les femmes sont nettement sous-représentées parmi les grandes fortunes, les chefs d'entreprise et même les professions libérales et indépendantes. Plus le volume du patrimoine croît, plus ce sont les hommes qui en contrôlent la gestion" ; "chez les riches, a fortiori les ultra-riches, le capital reste une affaire d'hommes". (...) Les femmes sont bien souvent écartées de la gestion des affaires et peu au fait des arrangements patrimoniaux qui se négocient à l'ombre du droit dans les cabinets des professions libérales juridiques" (Bessière et Gollac, 2020).

Divisions et cohésion de la bourgeoisie

Dans la tradition marxiste, l'Etat est une "machine" de répression qui permet aux classes dominantes de perpétuer leur domination. De même, dans la perspective de Weber, "l'Etat est cette communauté humaine qui, à l'intérieur d'un territoire déterminé (...), revendique pour elle-même et parvient à imposer le monopole de la violence physique légitime" (Weber, 2003).

La coercition économique est une autre modalité de la contrainte : dans le mode de production capitaliste, la séparation des moyens de production et de la force de travail contraint les prolétaires à vendre "librement" leur force de travail. Mais si, dans bien des cas, les dominés ne se rebellent pas contre la domination qu'ils subissent, ce n'est pas - ou pas seulement - par peur de la répression, et si les exploités ne se révoltent pas contre l'exploitation dont ils sont victimes, ce n'est pas - ou pas seulement - sous l'empire de la nécessité, mais aussi parce qu'ils semblent considérer leur situation comme "allant de soi". S'il en est ainsi, c'est, selon Marx et Engels, parce que les dominants disposent également du pouvoir sur les "idées". Le pouvoir spirituel contribue, en effet, au maintien de l'ordre social en produisant une rationalisation acceptable, "moralement légitime", d'allure "naturelle" et, de ce fait, "intangibles". Ce travail de légitimation est d'autant plus efficace que le pouvoir spirituel semble plus autonome par rapport au pouvoir temporel.

Alain Minc

Né en 1949, Alain Minc, dirigeant d'entreprise, essayiste et conseiller politique, est une figure paradigmatique de la multi-positionnalité. Elève au lycée Turgot, puis en classe préparatoire au lycée Louis-Le-Grand, il est diplômé de l'Ecole des Mines (1971), de Sciences Po (1971) et de l'Ecole nationale d'administration (ENA, 1975).

Inspecteur adjoint, puis inspecteur des finances jusqu'en 1979, il démissionne alors de son corps pour rejoindre Saint-Gobain dont il devient directeur. De 1982 à 1984, il est également P-DG d'Air industries. En 1986, il quitte Saint-Gobain pour travailler avec Carlo De Benedetti : il est administrateur-directeur général puis vice P-DG des Compagnies européennes unies (Cerus) de 1986 à 1991. En 1991, il fonde AM Conseils (AM pour "Alain Minc") et devient le conseiller de nombreux patrons français.

IL est actuellement président d'AM Conseil et, depuis décembre 2011, de la SANEF, l'une des trois principales sociétés autoroutières françaises (après avoir été membre du

conseil d'administration de Vinci). Il est aussi membre du conseil d'administration de Prisa, CaixaBank, Fnac, Poweo, Direct Energie, Ingenico et Yves Saint-Laurent.

Parallèlement, il a occupé les postes de président de la Société des lecteurs du Monde (1985-2003) et de président du Conseil de surveillance du Monde SA de 1994 à 2008. Il est ou a été membre de plusieurs groupes de réflexion influents, comme la Fondation Saint-Simon, dont il a été le trésorier, ou le Club Le Siècle (voir encadré) Publiant environ un livre par an, il est un conseiller sollicité par les principales entreprises françaises. Il est membre du comité stratégique du groupe Bolloré. Coauteur du rapport Nora-Minc, il a soutenu François Mitterrand aux élections présidentielles de 1974, 1981 et 1988. Proche de Nicolas Sarkozy en 2007 et 2012, il soutient Alain Juppé puis Emmanuel macron (rencontré à sa sortie de l'ENA)

sources : Wikipedia, Acrimed

Le "mode de reproduction familial" est caractérisé par des stratégies successorales attentives à la préservation du patrimoine (donc par la recherche consciente de l'homogamie et la hantise de la mésalliance) et par la fréquentation d'institutions scolaires privées hautement distinctives, de l'enseignement primaire à l'enseignement supérieur (Ecole alsacienne, cours Hattemer, collège Stanislas, Sciences Po, etc).

Le titre scolaire délivré par des institutions plus scolaires et plus sélectives ne se limite pas à certifier l'homogénéité et la constance dans le temps des habitus, mais devient une condition sine qua non de l'accès au champ du pouvoir. (...) La nouvelle "noblesse des affaires", la plus titrée scolairement, convaincue de tenir sa légitimité non plus de la richesse, ni de la naissance, mais de l'"intelligence" et de la "compétence", se perçoit comme une avant-garde éclairée et tente d'imposer au sein du champ du pouvoir sa définition de l'exercice légitime du pouvoir (Bourdieu, 1989). L'héritité familiale continue néanmoins de définir une véritable "élite de l'élite", "*gentry* des affaires", dont le principe de cooptation est l'ancienneté dans la bourgeoisie.

Au titre de l'année 2021, la rémunération moyenne des P-DG des 120 plus grandes entreprises françaises était de 4,5 millions d'euros (en hausse de 22% par rapport à 2019). Celle des P-DG des entreprises du CAC40 était de 7,9 millions d'euros (en hausse de 52% sur la même période).

Parmi les cinq patrons les mieux payés en France au titre de 2021 (...), la rémunération annuelle la moins élevée était celle de Paul Hudson, directeur général de Sanofi : 9 millions d'euros (600 années de smic). Le record était de 66,7 millions d'euros (4500 années de smic) pour Carlo Tavares, directeur général de Stellantis (groupe issu de la fusion de Fiat Chrysler et PSA).

La progression des dividendes déclarés en 2018 était de 62% : 23,2 milliards d'euros. 97% de ce montant, soit 22,6 milliards d'euros, étaient perçus par 1,7% des foyers fiscaux. 64% du montant total des dividendes déclarés étaient versés à 0,1% des foyers (soit 38 000 foyers), dont 33% à 0,01% des foyers (3800 foyers).

En France, l'Insee rassemble les détenteurs de titres scolaires élevés dans la catégorie "cadres et professions intellectuelles supérieures" : "On y trouve pêle-mêle directeurs des ressources humaines et préfets, notaires et astronomes, journalistes et commissaires de

police, publicitaires et consultants". Ils étaient 900 000 en 1962 (soit 4,7% de la population active, huit fois moins nombreux que les ouvriers) ; ils sont aujourd'hui 5,5 millions (20%) et, en 2020, leur nombre dépassait celui des ouvriers.

"L'accent mis sur l'opposition entre les 99% de la population et les 1% les plus riches détourne l'attention du groupe plus large qui bénéficie depuis un demi-siècle de la compétition méritocratique, et sans lequel les 1% ne peuvent ni installer ni perpétuer leur domination", note Pierre Rimbert (2021).

Enfin, les "grandes familles" se distinguent par l'étendue de leur capital social, c'est-à-dire par le réseau durable de relations, de connaissances et de reconnaissances mutuelles plus ou moins institutionnalisées qu'elles peuvent utiliser, c'est-à-dire aussi par la somme de capitaux et de pouvoirs que ce réseau permet de mobiliser. (...) Il en va de même pour un ensemble de mécanismes institutionnalisés ou non qui contribuent à favoriser les échanges entre les différentes fractions de la classe dominante et, ce faisant, leur intégration : salons, rallyes, réceptions, cercles, clubs, conseils d'administration, commissions, comités, colloques, etc. Ces relations de famille, de lycée, de grande école, mondaines, prédisposent à jouer le rôle d'agents de liaison (notamment entre le public et le privé).

Ce processus d'agrégation des semblables a fusionné, au fil du temps, la noblesse et la bourgeoisie : tel fut, jadis, l'"objet sociologique" de *A la recherche du temps perdu*. Dans le travail de légitimation de leur domination, aristocrates et grands bourgeois mobilisent des indicateurs de durée, à commencer par le château, et le patronyme de la lignée ou de la dynastie résume son capital symbolique.

Le Siècle

Créé aux lendemains de la Seconde Guerre mondiale, le Siècle organise chaque mois, dans les salons de l'Automobile Club de France, place de la Concorde, un cocktail suivi d'un dîner entre patrons de grandes entreprises, hauts fonctionnaires, dignitaires politiques, journalistes, avocats, universitaires, militaires, religieux, quelques artistes et de rares syndicalistes, favorisant ainsi la coordination des ordres institutionnels dominants (économiques, politiques et journalistiques). A la fin des années 2000, Le Siècle rassemblait environ 780 membres et invités, cumulant l'ancienneté dans la classe et la proximité du pouvoir administratif, cooptés par son conseil d'administration élu pour trois ans : environ 40% des membres des gouvernements y participaient.

La Siècle, qui facilite pour chacun de ses membres l'accès à des relations utiles, tout en confirmant leur appartenance à l'élite du pouvoir, se trouve au cœur des "circuits de légitimation de la classe dominante française".

Trois piliers, selon Eric Mension-Rigau (1994), soutiennent l'éducation associée à la fréquentation assidue de ces espaces protégés : l'apprentissage de l'"esprit de famille" et de la "mémoire familiale" érigée en devoir fondamental, l'apprentissage de la "distinction", perçue comme un bien ontologique transmis de génération en génération, qui rend l'appartenance sociale immédiatement identifiable dans les conduites, les gestes, le langage, l'apprentissage de l'"excellence" associée à l'appartenance de longue date à l'"élite" et au souvenir constamment exalté des glorieux ancêtres.

Pratique ancienne de la noblesse et de la grande bourgeoisie, l'"internationalisme" de la classe dominante se renforce avec la mondialisation des affaires et l'internationalisation du capital.

En dépit de la concurrence entre capitalistes (fusions et acquisitions) qui traversent la classe dominante, la conscience de la communauté des intérêts vitaux sous-tend un "collectivisme pratique" (compatible avec l'individualisme affiché) dont témoigne la vitalité des organisations patronales. Lointain héritier du Comité des Forges (1864), de l'Union des industries minières et métallurgiques (UIMM), de la Confédération générale du patronat français (CGPF) puis du Conseil national du patronat français (CNPF) créé en 1945, le Mouvement des entreprises de France (Medef) qui lui succède en 1998 substitue la "cause de l'entreprise" à celle du "patronat" (devenu *management*).

Une part croissante de la capitalisation boursière est désormais détenue par des non-résidents en France : leur part dans le capital des sociétés cotées en Bourse est passée de 10% en 1985 à 63% en 2000. Fin 2004, 44% du capital des entreprises françaises du CAC40 étaient détenus par des non-résidents.

En France, plus de la moitié des P-DG ont passé une partie plus ou moins longue de leur carrière professionnelle dans des institutions publiques (administratives ou politiques) : après des études à l'ENA ou à l'Ecole polytechnique, ils ont rejoint un "corps" et sont ensuite entrés dans une entreprise ("pantouflage"). Dix-huit des vingt-cinq plus grands groupes, soit les trois quarts, sont dirigés par des diplômés de l'ENA ou de l'X.

LVMH

La valorisation de LVMH entre 400 et 500 milliards d'euros, dont la famille de Bernard Arnault est propriétaire à 48%, se situe dans le top 20 des capitalisations boursières mondiales.

Brigitte Macron est (...) très liée à la fille de Bernard Arnault qui est aussi la compagne de Xavier Niel (actionnaire à titre individuel du Monde). Libéral, opposé à la pression fiscale, porté à voir en la France un pays "socialo-marxiste" et "anti-réussite", Bernard Arnault a par ailleurs investi dans les médias (*Les Echos*, *le Parisien*) qu'il juge trop favorables aux "idées de gauche".

Ceux qui occupent des positions dominantes du pôle économique sont désormais aussi diplômés que ceux des positions dominantes du pôle culturel. Les dirigeants d'entreprise collectionnent les diplômes. (...) Toutefois, le capital scolaire que détiennent les dirigeants du secteur privé se distingue par l'importance de l'enseignement privé, des écoles de *management* (MBA), des grandes écoles les plus proches du pôle temporel et des compétences internationales (capital linguistique et social en grande partie hérité, renforcé par des cursus scolaires internationaux et des expériences professionnelles dans d'autres pays).

Les enquêtes de Pinçon et Pinçon-Charlot (1989) ont mis en évidence les "espaces à part d'un monde à part", les formes d'appropriation de l'espace public (comme l'école Charcot ou la paroisse saint-Pierre de Neuilly-sur-Seine), la reproduction d'un entre-soi bourgeois qu'entretiennent les "rallyes" (réglant le hasard des rencontres amoureuses, ils

contribuent activement à l'évitement des mésalliances) et des formes institutionnalisées de cooptation, comme les "cercles". (...) Dans la plupart des cas, les femmes restent préposées à la gestion de l'économie domestique et à l'éducation des enfants : "Mon activité, dit l'une d'entre elles, c'est le golf, le chien, la maison." (...) Propriétaires de leur résidence principale (dans l'"entre-soi" de la banlieue résidentielle) et d'une ou plusieurs résidences secondaires, ils scolarisent souvent leurs enfants dans l'enseignement privé. Leur hostilité à l'Etat-providence et aux politiques publiques se double d'une désillusion vis-à-vis du personnel politique ou d'un "apolitisme politisé".

4 / La petite bourgeoisie

Près de deux tiers des Français, appelés à se situer sur une échelle de stratification sociale, se situent au sein de la "classe moyenne", une proportion en hausse de 3 points en dix ans (selon un sondage de 2023). (...) Cette affiliation est vraisemblablement une solution pour ceux et celles qui considèrent qu'un classement moyen n'engage à rien : la classe dite "moyenne" bénéficie ainsi de l'adhésion de ceux qui entendent se démarquer du "bas" et/ou du "haut" de l'espace social et/ou de ceux qui s'affilient au "haut du panier de la France d'en bas".

"Ce groupe fonctionne comme une plaque tournante de l'espace social : point d'entrée d'une trajectoire professionnelle pour les uns, point de passage ou d'aboutissement d'une carrière pour les autres, lieu de rencontre d'individus d'origines sociales contrastées, groupe social dont les membres sont associés aussi bien à des conjoints cadres supérieurs que salariés d'exécution".

La place intermédiaire qu'occupent les "classes moyennes" dans la hiérarchie des strates sociales (...) entre bourgeoisie et prolétariat dans la vision marxiste ou encore entre classes dominantes et classes populaires, permet de décrire quelques-unes de leurs propriétés. (...) Cette position d'entre-deux prédispose à des fonctions d'"intermédiaires" entre les classes et, plus spécifiquement, à l'encadrement rapproché des classes populaires (des contremaîtres aux assistantes sociales), fonction en porte-à-faux qui expose à des tensions récurrentes.

Ainsi, peut-on comprendre que les membres de la petite bourgeoisie (...) puissent être hantés par le regard des classes populaires ou celui de la bourgeoisie qui peuvent tourner en dérision leurs prétentions.

Ainsi peut-on distinguer, comme Baudelot (1974), trois fractions au sein de la petite bourgeoisie : la "petite bourgeoisie commerçante de biens et services", à laquelle on peut associer les artisans et les petits exploitants agricoles (fraction 1), la "petite bourgeoisie des compromis d'Etat" (fraction 2) et la "petite bourgeoisie d'encadrement du secteur économique capitaliste (production, distribution, échange)" (fraction 3).

Dans *La Distinction*, Bourdieu met en évidence une structure ternaire au sein de la petite bourgeoisie : la "petite bourgeoisie en déclin" (celle des indépendants), la "petite bourgeoisie d'exécution" (les nouvelles classes moyennes) et la "petite bourgeoisie

nouvelle", associée aux fonctions de représentation, qui incarne une sorte d'avant-garde culturelle de la petite bourgeoisie.

La division "sexuée" du travail

Entre 1962 et 2008, les femmes sont devenues majoritaires dans les "professions intermédiaires" administratives et commerciales des entreprises et dans celles de la fonction publique (de 34% à 52%, soit 3,3 millions). Leurs effectifs progressent dans des fonctions traditionnellement masculines : 20% des ingénieurs et cadres techniques d'entreprise en 2008 contre 6% en 1982. Les infirmiers restent pour l'essentiel des infirmières et les instituteurs (désormais professeurs des écoles) sont plus que jamais des institutrices : en 2008, on compte 78% de femmes dans les professions intermédiaires de la santé et du travail social et 67% parmi les instituteurs et assimilés.

Si, au début des années 1970, les bachelières deviennent plus nombreuses que les bacheliers, les filières restent, en effet, "spécialisées selon le genre".

Au déclin tendanciel du petit commerce et de l'artisanat fait écho la "fin des paysans" du fait de la pénétration du capitalisme dans l'agriculture (Mendras, 1967) et de la crise des "stratégies familiales de reproduction" (Bourdieu, 2002). (...) En 2016, les effectifs de la main d'œuvre agricole sont passés de plus de 6 millions dans les années 1950 à 824 000 et le nombre d'exploitations agricoles d'un peu plus d'1 million en 1988 à 436 000 (ministère de l'agriculture). Les agriculteurs ne représentent plus que 2% de la population active (y compris dans les espaces ruraux).

En 2010, le recensement agricole dénombrait 603 900 chefs d'exploitation et coexploitants (trois quarts d'hommes), 207 500 aides familiaux (pour moitié des femmes) et 155 000 salariés agricoles (trois quarts d'hommes). L'indépendance est non seulement soumise à la concurrence nationale et internationale, mais également subordonnée à la "guerre des prix" (avec l'industrie agroalimentaire et la grande distribution) et aux aides de la politique agricole commune (PAC) : d'où l'hétérogénéité de mondes agricoles segmentés en petites, moyennes et grandes exploitations, dispersés au regard de leur patrimoine et de leurs revenus, des surfaces et des capacités de production, contrastés selon leur localisation géographique et les types de production.

En 2016, les grandes exploitations (surtout dédiées aux céréales et à la viticulture) représentaient plus de 40% de l'effectif, l'emploi salarié y totalisait plus de 25% des actifs permanents. Pratiquement, certaines catégories de producteurs s'enrichissent en tirant profit des évolutions politiques et marchandes tandis que d'autres se paupérisent et luttent pour ne pas disparaître : le mouvement historique d'"embourgeoisement" des céréaliers se révèle symétrique d'une "paupérisation agricole".

Dans le Livre 1 du *Capital* (chapitre 13), Marx mentionne l'apparition et le développement, au sein même du secteur productif, de salariés qui remplissent les fonctions de capitalistes : "Quand son capital grandit (...), le capitaliste se démet de sa fonction de surveillance immédiate et assidue des ouvriers et des groupes d'ouvriers et la transfère à une espèce spéciale de salariés. Dès lors qu'il se trouve à la tête d'une armée industrielle, il lui faut des officiers supérieurs (directeurs, gérants) et des officiers inférieurs (surveillants,

inspecteurs, contremaîtres) qui, pendant le processus de travail, commandent au nom du capital. Le travail de la surveillance devient leur fonction exclusive."

"Les puissances intellectuelles de la production se développent d'un seul côté parce qu'elles disparaissent sur tous les autres. Ce que les ouvriers perdent se concentre en face d'eux dans le capital. La division manufacturière leur oppose les puissances intellectuelles de la production comme la propriété d'autrui et comme pouvoir qui les domine (...). Elle s'achève dans la grande industrie qui fait de la science une force productive indépendante du travail et l'enrôle au service du capital".

Par ailleurs, la construction de l'"Etat social" au cours du 20^e siècle (Castel, 1995) impliquait celle d'"appareils" ou d'institutions en charge de ces nouvelles fonctions de l'Etat. Ces dernières désignent non seulement le travail social et les organismes de protection sociale, mais aussi l'enseignement (instituteurs et professeurs de l'enseignement secondaire), la santé publique, les administrations territoriales, etc.

Dans *La Misère du Monde*, Bourdieu (1993) distingue, au sein du secteur public, la "main gauche" de l'Etat, petits fonctionnaires en charge des fonctions dites "sociales" qui ont le sentiment d'être abandonnés, sinon désavoués dans leur effort pour affronter la misère matérielle et morale qui résulte de la *Realpolitik* économiquement légitimée par la "main droite" de l'Etat, qui exalte " le rendement, la productivité, la compétitivité ou, tout simplement, le profit".

Marx et Engels considéraient (...) que "les couches moyennes, petits industriels, marchands et rentiers, artisans et paysans, toutes ces classes sombrent dans le prolétariat". D'autres prédisent, à l'inverse, que les classes moyennes, élément d'un *continuum* social, sont appelées, à terme, à se substituer à la bourgeoisie et au prolétariat, cette nouvelle "société de classes moyennes" faisant advenir ainsi une "société sans classes".

A la suite des grèves de Mai-Juin 68, (...) Frédéric Bon et Michel-Antoine Burnier (1966), Alain Touraine (1969), ou encore Michel Rocard dans le cadre du parti socialiste unifié (PSU), (...) théorisaient le dépérissement de la classe ouvrière traditionnelle avec celui du PCF et de la CGT, et annonçaient, parallèlement, l'apparition d'une "nouvelle classe révolutionnaire", où se côtoyaient étudiants, chercheurs et cadres, ingénieurs, techniciens, ouvriers très qualifiés, et celle d'une "nouvelle gauche" dans le champ politique. (...) cette euphorie prophétique semble avoir fait long feu.

5 / Les classes populaires

On peut voir dans la fermeture de l'usine Renault à Boulogne-Billancourt le 31 mars 1992 un symbole des transformations de la société française au cours des dernières décennies. Il y avait là, en effet, un évènement emblématique d'une histoire sociale qui a vu se dé-faire la classe ouvrière.

Les contours de ces classes populaires semblent d'être stabilisés dans le lexique sociologique avec la publication du texte éponyme d'Olivier Schwartz (1998). Désormais, on

considère qu'elles rassemblent empiriquement les PCS 5 et 6 de l'Insee (cf ici page 7) soit les ouvriers (80% sont des hommes) et les employé(e)s (80% sont des femmes) dont l'ensemble comprend approximativement la moitié de la population active.

Dans l'histoire des ouvriers en France au 20^è siècle, les années 1970 sont une époque charnière où bascule le rapport de force dans la lutte des classes. "Nul doute pour moi, écrit par exemple Wolfgang Streeck (2014), que le déchaînement du capitalisme global tout au long du dernier tiers du 20^è siècle (l'affranchissement des régulations keynésiennes) est le fruit de la résistance des propriétaires et des détenteurs du capital - la classe de tous ceux qui dépendent du profit - aux conditions très diverses que le capitalisme de l'après -1945 avait dû accepter pour devenir lui-même à nouveau acceptable politiquement dans un contexte de concurrence des systèmes politiques et idéologiques ((URSS)).

L'offensive néolibérale, soutenue par des *think tanks* mobilisés depuis l'entre-deux guerres (du colloque Walter Lippmann à la Société du Mont-Pélerin) met à profit le "choc pétrolier" de 1973. Inaugurée par Margaret Thatcher en 1979 et Ronald Reagan en 1981, elle est gouvernée en France par l'Etat devenu "acteur de son propre dessaisissement". Ainsi a-t-elle pu être définie comme une "révolution conservatrice" (Bourdieu 1998).

Cette offensive a provoqué de multiples bouleversements : hégémonie croissante du capital financier international, "choc actionnarial", libre circulation des capitaux, privatisation des industries nationalisées, ouverture des frontières à la circulation des marchandises, développement de l'Union européenne (création de l'euro par le traité de Maastricht en 1992), extension de la "concurrence libre et non faussée", dérèglementation, *dumping* fiscal, régression généralisée des services publics et du droit du travail au nom de la compétitivité et de la flexibilité, etc.

En ce qui concerne la condition salariale, la "mondialisation" réputée "inéluçtable", c'est-à-dire l'expansion des marchés au-delà des frontières nationales, a induit une concurrence exacerbée entre les "prolétaires de tous les pays", entretenue par un chantage permanent aux délocalisations. L'installation de filiales exportatrices dans les pays où la main d'œuvre est bon marché et le droit du travail peu contraignant réduisant les coûts de main d'œuvre, l'offensive néolibérale s'est traduite en France, de restructurations en licenciements collectifs (...), par un chômage de masse qu'est venue progressivement endiguer la précarité croissante de l'emploi.

Les restructurations successives et les délocalisations ont provoqué une succession de "plans sociaux", de grèves "dos au mur" et la disparition de branches entières de la production industrielle (industries minières, textiles, métallurgiques, etc.) dont résultent l'extension du chômage (1 million de chômeurs en France en octobre 1975, 2 millions en octobre 1981), la destruction des grandes concentrations ouvrières (la Lorraine a perdu 150 000 ouvriers entre 1962 et 2000) et la disparition des "forteresses ouvrières" (en 1982, plus d'un quart des ouvriers travaillaient dans une entreprise de plus de 1000 salariés, 15% seulement vingt ans plus tard, la dissémination dans les sites industriels de la France rurale (en 1982, la moitié des ouvriers travaillaient dans des entreprises de moins de cinquante salariés, d'où leur invisibilité croissante), la ruine des métiers ouvriers traditionnels, la dévalorisation des diplômes techniques qui en ouvraient l'accès et la disparition des figures

ouvrières idéal-typiques (comme le mineur ou le "métallo"), la disqualification de la force de travail simple, celle des ouvriers non qualifiés passés de 2,5 millions à 1,1 million entre 1975 et 1999) et des "valeurs de virilité" qui occupaient une place centrale dans la "culture d'atelier" et, au-delà, dans la définition de l'identité masculine traditionnelle des classes populaires.

L'Insee dénombrait 8,2 millions d'ouvriers en 1975, 6,9 millions en 1982 (soit 30% de l'emploi total) et 5,3 millions en 2019 (20% de l'emploi total).

A l'échelle mondiale, l'implantation d'unités de production par les multinationales dans des secteurs de plus en plus diversifiés de la production industrielle (en Chine, en Inde, dans le Sud-Est asiatique, au Brésil, etc.) a développé des "classes ouvrières nationales", doublées d'armées de réserve industrielle dans toutes les régions du globe.

Si "la classe ouvrière a perdu la partie" (Castel, 2009), c'est également pour des raisons politiques. La chute du mur de Berlin (1989) et celle du "socialisme réel", l'effondrement brutal du cours du marxisme dans le champ intellectuel, le désarroi qu'implique la perte des "mots de la tribu" au profit du lexique managérial ont désorienté symboliquement et disqualifié politiquement le groupe ouvrier, détruisant les formes de messianisme politique qui lui étaient associées.

La politisation des ouvriers était intimement liée, en effet, à la croyance qu'ils étaient une force politique centrale, parce qu'ils disposaient de la "force de travail" : "C'est l'idée même d'une avancée collective du groupe ouvrier qui s'est perdue. Avec elle a disparu l'espoir politique d'un changement radical des rapports sociaux sur la base d'un modèle de type socialiste" (Beaud et Pialoux, 1999). L'esprit de résistance, la culture "PC-CGT" sont devenues incompréhensibles pour les jeunes intérimaires qui se recrutent parmi les "jeunes des cités", d'autant plus qu'ils se vivent comme "de passage" ou qu'ils espèrent avoir accès à un emploi stable et qu'ils sont captés par les valeurs consuméristes

La désyndicalisation est spectaculaire : la CGT comptait 1,3 million d'adhérents en 1979, elle n'en compte plus que 540 000 en 1997. Le PCF "désouvriérisé" s'est effondré (Mischi, 2014) ; Georges Marchais, candidat du PCF en 1981, obtenait 15,3 % des suffrages au premier tour de l'élection présidentielle et, le 10 mai 1981, François Mitterrand était élu avec 70% des suffrages ouvriers. Candidat du PCF en 2002, Robert Hue n'obtenait plus que 3,4% des suffrages.

Parallèlement, la politique des "80% d'une classe d'âge au baccalauréat", généralement perçue (non sans raison) comme un progrès social, participait néanmoins à la disqualification symbolique de la classe ouvrière. Antérieurement, l'auto-élimination devançait, dans la plupart des cas, la relégation des enfants des classes populaires. (...) Avec la concurrence de plus en plus vive pour l'emploi et les perspectives ouvertes par la démocratisation scolaire, la mobilisation scolaire (souvent désarmée) des familles populaires est devenue un impératif de plus en plus contraignant (Beaud, 2002 ; Poullaouec, 2010).

C'est ainsi que l'accès aux emplois d'ouvriers ou d'employé(e)s est devenu la conséquence d'un échec scolaire, d'autant plus destructeur qu'il est presque toujours perçu

dans le cadre d'une représentation naturaliste de l'"intelligence" (l'"idéologie du don"). Désormais, "les jeunes ouvriers vivent massivement leur condition comme une forme de relégation : à l'inverse des temps anciens, ils ont pu suivre des études, mais ils ont échoué et finissent ouvriers" (Vigna, 2012).

En régression, la population ouvrière représente encore 20% de la population active : la place prise par la logistique et les emplois "non délocalisables" mettent en évidence les conséquences des délocalisations. Quant aux employé(e)s (27,4% des actifs), leur condition, loin de s'aligner sur celle des classes moyennes, tend à se prolétarianiser. Ouvriers et employé(e)s ont longtemps été opposés comme les "cols bleus" aux "cols blancs" ou le "travail productif" au "travail improductif". Leur regroupement dans le cadre des classes populaires se justifie par la proximité croissante de leur situation professionnelle. 5...) le cas des caissières de grande surface est emblématique de l'alignement des conditions de travail des employé(e)s de commerce sur celles du travail à la chaîne. Le travail, massivement féminisé, des agents et personnels de service est composé, pour l'essentiel, de "petits boulots" (souvent à temps partiel) en charge du "sale boulot".

En 2019, le repli ouvrier concerne surtout les ouvriers non qualifiés de type industriel (en retrait de 12% depuis 1982) : ils représentent aujourd'hui 16% des ouvriers ; la catégorie regroupe essentiellement des métiers du transport et de la logistique et les manœuvres des travaux publics.

Quant aux ouvriers qualifiés de type industriel, en retrait de 2%, ils représentent 20% de la population ouvrière : la plupart travaillent à la production ou la maintenance de sites industriels. A l'inverse, la proportion d'ouvriers qualifiés de type artisanal (dans le BTP, la cuisine, les jardins, etc.) a augmenté de 7 points depuis 1972 : en 2019, ils représentaient 25% des ouvriers.

Quant aux ouvriers non qualifiés de type artisanal (BTP, entretien, etc.), ils représentent toujours 14% des ouvriers. Par ailleurs, les chauffeurs représentent 12% des ouvriers et la part des ouvriers de la logistique et du transport (8%) est en hausse de 2 points.

Cet inventaire schématique met en évidence, d'une part, la place prise par les métiers soustraits à la concurrence internationale, donc non délocalisables (BTP, entretien, cuisine, jardins, etc.) et, d'autre part, l'essor de l'"économie de la livraison" (métiers de la logistique et du transport) qu'impliquent l'acheminement, le stockage et la distribution de marchandises produites à distance. (...) par ailleurs, 78% des ouvriers sont employés en contrat à durée indéterminée (CDI), 11% en contrat à durée déterminée (CDD) ou en mission d'intérim.

De nouveaux acteurs économiques (Uber, Amazon, Deliveroo, etc.) externalisent leurs travailleurs supposés être indépendants. En 2010, les auto-entrepreneurs étaient 500 000, 1 million en 2012 (dont 39% de femmes). Mais, en 2012, il apparaissait que, au bout de trois ans, 90% d'entre eux dégagnaient un revenu inférieur au smic au titre de leur activité non salariée.

Les employé(e)s étaient 7,3 millions en 2019, soit 27% de la population active : la catégorie, croissante depuis le début des années 1980 jusqu'à la fin des années 2000, a décliné depuis 2008 (moins 3%). 33% de la catégorie est employée dans la fonction publique (catégorie C), 25% dans les services aux particuliers (contre 17% en 1982), 16% sont employé(e)s de commerce.

Virginie Forment et Joëlle Vidalenc (2020) relèvent le recul des emplois administratifs et le développement des services aux particuliers. A l'inverse de la population ouvrière, les trois quarts des employé(e)s sont des femmes : il y a 99% de femmes chez les auxiliaires de puériculture, 97% chez les auxiliaires maternelles, les employé(e)s de maison, les secrétaires, etc. Par ailleurs, 80% des emplois sont à durée déterminée (CDD), et une forte proportion d'emplois sont à temps partiel (32%).

Les "aides-soignantes" à l'hôpital, dont l'effectif atteignait les 250 000 en 2009, sont des figures caractéristiques de ce salariat d'exécution. L'enquête d'Anne-Marie Arborio (2012) (...) définit une "hiérarchie des paramédicaux" subordonnés aux médecins, dont les infirmières sont les figures emblématiques. (...) Si, pour les trois quarts d'entre elles, les aides-soignantes exercent dans le secteur public et bénéficient à ce titre de la sécurité de l'emploi et de possibilités de progression de carrière, les "aides à domicile" pour personnes âgées, dont les effectifs ont explosé au cours des dernières décennies (elles étaient plus de 500 000 en 2014), sont d'abord confrontées aux temps partiels, aux horaires flexibles et aux bas salaires.

Les moins assurées socialement (immigrées ou filles d'immigrés, sans ressources scolaires, confrontées à la précarité professionnelle et familiale) valorisent un métier (et, en particulier, sa dimension relationnelle) perçu comme une "forme de salut". A l'inverse, celles qui sont issues de catégories populaires stables (parfois proches des petits indépendants) ont une relation beaucoup plus distante à leur emploi, vécu comme un déclassement vers une "perte de statut", une "négation de leur respectabilité".

Les mêmes tensions apparaissent au sein du salariat subalterne des emplois publics, massivement féminisés et comptant une proportion notable d'immigré(e)s : agents d'entretien et de restauration et agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles (165 000 dont 50 000 ATSEM) qu'a étudié Siblot (2006 ; 2020). Comme les aides-soignantes, elles travaillent dans une institution publique (éducative) en position subalterne. Leurs origines sociales, leurs alliances conjugales, leurs métiers antérieurs les ancrent dans les classes populaires. Leur expérience et la précarité prolongée jusqu'à la titularisation, leur position sociale dévalorisée impliquent leur extériorité au monde des fonctionnaires (dont elles critiquent la "mentalité") et leur distance à l'égard du "monde des profs" (dont elles critiquent le "manque de considération"). (...) Il apparaît enfin que la hiérarchie statutaire très marquée recouvre approximativement la "hiérarchie ethno-raciale".

Le "haut" et le "bas" des classes populaires

Le haut, soucieux de sa respectabilité, proche de la frontière qui sépare les classes populaires des classes moyennes, peut être caractérisé à la fois par son niveau de formation (c'est le cas de ménages d'ouvriers qualifiés où les mères alternent emploi et présence au foyer), par la stabilité du couple et celle de l'emploi (CDI), donc celle des ressources qui

permettent l'accès à la propriété, par sa mobilisation scolaire et la promesse d'ascension sociale qu'elle contient. Il constitue l'"élite ouvrière" mise en évidence par Cayouette-Remblière (2015).

La fraction intermédiaire, "celle des familles populaires entre deux", "coincées entre le haut et le bas" de Joannie Cayouette-Remblière (2015), peut être caractérisée par le souci d'"être comme tout le monde" ou de "ne pas se distinguer" (Masclat, 2020), par son aspiration à "vivre de son travail", à "équilibrer son budget" (aujourd'hui menacé par l'inflation, et à "ne pas dépendre des aides sociales", sans pouvoir échapper néanmoins à la vulnérabilité de masse et à l'insécurité sociale (Castel, 1995).

Le bas des classes populaires est défini par les difficultés d'insertion professionnelle, des jeunes sans qualification, la précarisation du lien salarial, la fragilisation du lien familial et la croissance du nombre de familles monoparentales, les pensions de retraite inférieures au seuil de pauvreté et aujourd'hui le retour de l'inflation. En 2021, en France métropolitaine, 9,1 millions de personnes vivaient au-dessous du seuil de pauvreté monétaire (fixé à 60% du niveau de vie médian), soit 1158 euros par mois pour une personne seule, 1737 euros pour un couple, auxquels il faut ajouter 347 euros pour chaque enfant de moins de 14 ans et 579 euros pour les plus âgés.

Ces classes populaires paupérisées regroupent la fraction précaire des familles immigrées (50% des pères sont ouvriers, les autres sont employés, sans profession ou au chômage ; quatre mères sur cinq ne travaillent pas), les primo-arrivants, mais aussi les familles fragilisées où les pères sont absents (Cayouette-Remblière (2015).

Dans le cas des classes populaires, définies "comme des arrimages ne comportant que des employés, des ouvriers ou des inactifs (soit 2,7 millions de couples)", le deuxième revenu définit une ligne de clivage. L'emploi des femmes, autrefois synonyme de salaire d'appoint, est désormais décisif et une ligne de fracture apparaît entre les familles populaires où les deux parents sont présents et les familles monoparentales (Cayouette-Remblière (2015).

"Les mères séparées des classes populaires qui sont seules en charge de leurs enfants sont les principales victimes économiques des ruptures conjugales (...). Les ruptures conjugales ont un effet dévastateur sur le niveau de vie des femmes des classes populaires, surtout lorsqu'elles sont mères. La catégorie administrative "famille monoparentale" est composée dans plus de huit cas sur dix d'une mère élevant seule ses enfants à la suite d'une séparation (...). Une famille sur cinq est en-dessous du seuil de pauvreté, contre 7% des personnes vivant en couple et 13% des personnes seules" (Bessière et Gollac, 2020).

Ségrégation sociale et ségrégation spatiale

Au cours des années 1960, la construction accélérée des "grands ensembles" destinés à résorber les bidonvilles et les cités de transit, puis la politique d'accession à la propriété, d'une part, l'extension progressive du chômage des salariés non qualifiés, d'autre part, à la fin des années 1870, ont renforcé une ségrégation urbaine (plus économique que "raciale"). Alors que les classes populaires en ascension quittaient les cités HLM, les fractions

paupérisées (et, prioritairement, les familles immigrées) étaient vouées à rester dans des quartiers de plus en plus dégradés et stigmatisés.

Olivier Masclet (2003) a mis en évidence trois mécanismes qui permettent de rendre compte de l'apparition des "quartiers sensibles" (définis aujourd'hui comme des quartiers de la "politique de la ville" - QPV). Premier mécanisme : au cours des trois décennies qui suivent la Seconde Guerre mondiale, la rénovation des villes ouvrières coïncide avec l'immigration maghrébine. L'amélioration du logement ouvrier, élevant la barrière à l'entrée, durcit la coupure entre les ouvriers qualifiés français (la "classe ouvrière respectable"), dont l'accession au logement neuf symbolise l'ascension collective, et les OS et manœuvres maghrébins. Leur séjour étant perçu - y compris par eux-mêmes - comme provisoire, ils n'ont pas vocation à s'établir et sont voués aux bidonvilles, aux "marchands de sommeil", aux foyers, puis aux cités de transit.

Deuxième mécanisme : au cours du septennat de Valéry Giscard d'Estaing, la nouvelle politique du logement (et en particulier la loi Barre de 1977) facilite l'accès des familles populaires à la propriété des logements. La sortie massive des HLM des ménages d'ouvriers qualifiés implique le déclasserment des grands ensembles qui cessent d'incarner la "réussite ouvrière". Clientèle de substitution, les familles maghrébines accèdent alors aux grands ensembles et en accélèrent le déclasserment : ainsi se creuse la division entre "classes populaires pavillonnaires" et "classes populaires de cités".

Troisième mécanisme : le chômage de masse et la précarisation des emplois non qualifiés, d'une part, la prolongation des scolarités et l'élévation qui en résulte des barrières à l'entrée du marché du travail ont de multiples conséquences, dont la multiplication des jeunes "sans affectation" (scolaire, professionnelle, familiale) et voués, de ce fait, à la "culture de rue" (Mauger, 2009). Dans le cadre conceptuel établi par Norbert Elias et John Scotson (1997), les tensions s'accroissent non seulement entre "Français d'origine" et "immigrés", mais aussi entre "immigrés établis" et "immigrés marginaux" (Beaud, 2018). Le sentiment d'insécurité engendré par le développement de la culture de rue renforce le "sauve-qui-peut" qui consolide la ségrégation sociale et spatiale de l'habitat et des établissements scolaires.

Le développement de l'habitat pavillonnaire, encouragé par la transformation des politiques du logement (Lambert, 2015), a renforcé l'"embourgeoisement" de la fraction établie des classes populaires. Par ailleurs, la quête du statut social par les études longues, l'élargissement du champ des possibles professionnels et l'espoir d'ascension sociale liés à la prolongation des scolarités ont fait que les classes populaires se désagrègent non seulement vers le bas mais aussi vers le haut : "réussir à l'école", c'est "aller le plus loin possible dans les études", et "ne pas travailler de ses mains".

Les nouvelles stratégies de domination dans le monde du travail (le management participatif) tendent à la fois à stimuler les initiatives individuelles et à briser les collectifs, ne serait-ce qu'en multipliant les statuts. Ainsi peut-on rendre compte du développement de la "concurrence entre égaux" (Castel, 2009).

Depuis le début des années 1970, le salariat a cessé d'être un attribut masculin : deux tiers des femmes de 15 à 64 ans sont actives, de même que trois quarts des hommes du même âge. Cette émancipation féminine implique une fragilisation du lien familial, modifie le fonctionnement de l'économie familiale et les rapports hommes/femmes. "Etre de bons parents", c'est d'abord "bien élever ses enfants". Il s'agit là, en effet, d'un enjeu virtuellement accessible à tou(te)s et, de ce fait, d'une promesse de respectabilité, de reconnaissance, donc aussi d'estime de soi et de raisons d'être (même si la réussite n'est pas toujours à la mesure de la bonne volonté et des efforts déployés).

Conclusion / Rapports de classes

Si le mouvement des Gilets Jaunes en 2018-2019, puis le mouvement syndical de longue durée contre la réforme des retraites en 2023 sont venus rappeler récemment que, en dépit de tous les obstacles, les classes populaires et une partie de la petite bourgeoisie restent susceptibles de se mobiliser, c'est de toute évidence la bourgeoisie qui est à l'offensive dans les luttes de classes du dernier demi-siècle.

Le programme affiché par Denis Kessler, vice-président du Medef de 1998 à 2002, était explicite : il s'agissait, disait-il de "défaire méthodiquement le programme du Conseil national de la résistance". (...) Dans cette perspective, la domination politique de longue durée de la bourgeoisie passait, en France, par le ralliement du parti socialiste à la cause néolibérale (acquis dès 1983).

De nombreuses réformes inspirées de l'exemple anglo-américain ont été adoptées par des gouvernements socialistes : la déréglementation des marchés financiers a été, pour l'essentiel, l'œuvre du gouvernement de Pierre Bérégovoy (1992-1993) et de son ministre de l'Economie Dominique Strauss-Kahn (détaxation des *stock-options*, autorisation du rachat par les sociétés de leurs propres actions, etc.). Parallèlement, l'arrimage de la France à l'Union européenne, devenue au début du siècle une "terre d'élection de la mise en concurrence des législations sociales et fiscales des Etats membres" en faisait un "modèle accompli de cette "démocratie limitée" que Friedrich Hayek appelait de ses vœux.

La fiscalité de moins en moins progressive sur les revenus et les patrimoines, la réduction des droits de succession, l'évasion vers les paradis fiscaux, ont ainsi contribué à l'accélération de l'enrichissement de la classe dominante, à un processus de "patrimonialisation des inégalités" (Chauvel, 2006).

Face aux Gilets Jaunes

Selon le décompte du ministère de l'Intérieur du 4 février 2019, 2060 manifestants avaient été blessés, dont 69 urgences absolues. Quelques semaines plus tard, la rédaction du Monde (14 mai 2019) recensait un "mort (une octogénaire de Marseille touchée le 1er décembre 2018 à sa fenêtre par un éclat de grenade), 283 blessés à la tête, 24 personnes éborgnées, 5 dont la main a été arrachée". Le 6 avril 2019, l'Inspection générale de la police nationale (IGPN) avait été saisie de 200 requêtes pour des violences policières présumées.

La répression policière se doublait d'une répression judiciaire (comparutions immédiates et procès), de fichages, écoutes, captations de données, photographies par les

services de renseignement et d'une répression administrative (interdiction de manifester, dispositions de la loi "anticasseurs"). Le 16 février, on dénombrait 8000 arrestations, 1800 condamnations et 1500 dossiers en attente de jugement. Le 10 avril, la loi "anticasseurs", définitivement adoptée par le parlement en mars, était promulguée par Emmanuel Macron et publiée au *Journal officiel*. Il s'agissait de disqualifier les "Gilets jaunes" en les assimilant à des délinquants, des criminels, des terroristes ou des fous.

Dans ses vœux du 31 décembre, Emmanuel Macron évoquait ainsi des "foules haineuses" et "40 000 à 50 000 militants ultras qui veulent la destruction des institutions"

La gauche et la droite "de gouvernement" sont devenues à peu près indiscernables au regard de ces électeurs. (...) La désorientation des classes populaires qu'induit cet état de l'offre contribue à deux phénomènes essentiels : d'une part, l'abstention et la progression de l'*exit* électoral des classes populaires (lors des élections législatives de juin-juillet 2024, en dépit d'un taux de participation électorale élevé, le "parti de l'abstention" est resté le premier parti des classes populaires), d'autre part, le vote en faveur du rassemblement national (RN), qui a sans doute conquis une partie de son crédit en se présentant comme un parti à la fois "anti-système" et "respectable" : condamnant les "délinquants" et les "assistés" et imputant l'"insécurité" et le "trou de la sécu" à l'"immigration" (Gaxie, 2023).

Si ouvriers et employés ne se révoltent pas toujours contre la domination qu'ils subissent, ce n'est pas - ou pas seulement - sous l'empire de la nécessité ou par peur de la répression, mais aussi parce qu'ils semblent accepter leur situation comme allant de soi, inscrite "dans l'ordre des choses". Evidence vécue dont il faut bien supposer qu'elle implique une forme d'adhésion à l'ordre social tel qu'il est. S'il en est ainsi, c'est, selon Marx et Engels parce que la classe dominante exerce également le pouvoir sur les idées.

L'idéologie dominante est aujourd'hui "méritocratique" : elle correspond à un état du capitalisme que Milanovic (2020) qualifie de "méritocratique libéral". Aujourd'hui comme hier, elle unifie la bourgeoisie et légitime son pouvoir au regard d'une partie au moins de la petite bourgeoisie et des classes populaires. Les mythes de l'ascension républicaine et de l'égalité des chances réaffirment rituellement la croyance dans la nécessité et la légitimité de sa domination.

Outre qu'ils étayent l'assurance de classe d'héritiers qui estiment ne devoir qu'à leur mérite ou leur talent leur accès aux positions sociales dominantes, ils renforcent l'unité idéologique de la bourgeoisie spontanément assurée par l'orchestration des habitus et l'harmonie (au moins partielle) des intérêts. Cet idéal méritocratique insiste aujourd'hui sur la lutte contre les discriminations définies comme un obstacle à l'"égalité des chances", qui permet de célébrer la lutte de tous contre tous et d'entretenir une sorte de "darwinisme social".

L'idéologie méritocratique se diffracte dans l'espace social et s'y décline sous la forme du culte des *winner*s dans tel ou tel champ : de l'économie au sport, du rap aux universités, etc. La "développement personnel" pourvoit à la mise en valeur du "potentiel" de chacun(e) et la "résilience", à la consolation des naufragé(s) de la méritocratie.

Dans le cadre des classes populaires, la proximité sociale et spatiale peut conduire à tracer une frontière symbolique ("morale" et/ou "raciale") entre *established* et *outsiders*, entre classes populaires "respectables" et cassocés, "naturalisée" ("essentialisée") sous la forme de l'opposition (thématisée par le RN) entre "Français d'origine" et "immigrés" (identifiés par un phénotype, un patronyme, une religion); Et on peut supposer que la fraction établie se démarque d'autant plus de la fraction précarisée qu'elle en est plus proche, que la distance qui les sépare se réduit et que s'accroît la menace de "tomber de l'autre côté".

BIBLIOGRAPHIE

- Arborio (2012) Un personnel invisible. Les aides-soignantes à l'hôpital
Baudelot (1974) La petite bourgeoisie en France
Beaud et Pialoux (1999) Retour sur la condition ouvrière. Enquête aux usines Peugeot de Sochaux-Montbéliard
Beaud (2002) 80% au bac... Et après ? Les enfants de la démocratisation scolaire
Beaud (2018) La France des Belhoumi. Portraits de famille
Bessière et Gollac (2020) Le Genre du capital. Comment la famille reproduit les inégalités
Bihl et Pfefferkorn (2021) Le système des inégalités
Bon et Burnier (1966) Les Nouveaux Intellectuels
Bourdieu (1979) La Distinction. Critique sociale du jugement
Bourdieu (1989) La Noblesse d'Etat. Grandes écoles et esprit de corps
Bourdieu (1993) La Misère du monde
Bourdieu (1998) Le mythe de la mondialisation et l'Etat social européen
Bourdieu (2002) Le Bal des célibataires. Crise de la société paysanne en Béarn
Castel (1995) Les métamorphoses de la question sociale. Une chronique du salariat
Castel (2009) Pourquoi la classe ouvrière a perdu la partie
Cayouette-Remblière (2015) De l'hétérogénéité des classes populaires (et de ce que l'on peut en faire)
Chauvel (2006) Les classes moyennes à la dérive
Duvoux (2017) Les inégalités sociales
Elias et Scotson (1997) Logiques de l'exclusion
Forment et Vidalenc (2020) Les ouvriers : des professions toujours largement masculines
Gaxie (1978) Le sens caché. Inégalités culturelles et ségrégation politique
Lambert (2015) "Tous propriétaires !" L'envers du décor pavillonnaire
Masclat (2003) La Gauche et les cités. Enquête sur un rendez-vous manqué
Mauger (2009) La sociologie de la délinquance juvénile
Mendras (1967) La fin des paysans. innovations et changements dans l'agriculture française
Mension Rigau (1994) Aristocrates et grands bourgeois. Education, traditions, valeurs
Milanovic (2020) Le capitalisme sans rival. L'avenir d'un système qui domine le monde
Mischi (2014) Le Communisme désarmé. le PCF et les classes populaires depuis les années 1970
Piketty (2013) Le Capital au 20^e siècle
Pinçon et Pinçon-Charlot (1989) Dans les beaux quartiers
Pinçon et Pinçon-Charlot (2016) Sociologie de la bourgeoisie
Poullouaec (2010) Le Diplôme, arme des faibles. Les familles ouvrières et l'école
Rimbert (2021) La démocratie des diplômés
Siblot (2006) Faire valoir ses droits au quotidien. Les services publics dans les quartiers populaires.

Siblot (2020) En bas à gauche ? Les effets différenciés de la socialisation institutionnelle d'agentes subalternes du secteur public
Streeck (2014) Du temps acheté. La crise sans cesse ajournée du capitalisme démocratique
Touraine (1969) La société postindustrielle
Vigna (2012) Histoire des ouvriers en France au 20^e siècle
Weber (2003) Le savant et le Politique
Zarca (1999) L'Artisanat français. Du métier traditionnel au groupe social